

Communiqué de l'ANdEA sur la situation de la Haute école d'art de Perpignan et ce qu'elle révèle

Lors du séminaire d'été de l'ANdEA organisé à Metz en septembre dernier, les élus présents, maires, maires adjoints et présidents métropolitains, ont rappelé combien les écoles supérieures d'art participent à l'identité des territoires, à leur dynamisme et à leur rayonnement. Établissements d'enseignement supérieur étroitement liés aux politiques territoriales, lieux de production et de diffusion de l'art contemporain et du design au cœur des territoires et au bénéfice des habitants, les écoles d'art occupent une place essentielle dans les écosystèmes territoriaux de la culture et de la pensée. Au-delà de leur mission centrale d'enseignement supérieur et de recherche, elles profitent à tous et contribuent à l'attractivité des territoires, en les nourrissant de la diversité des étudiants et des artistes qu'elles forment et qu'elles accueillent. Peu lisibles pour les administrés quand les partenaires publics ne s'emploient pas à les valoriser, les écoles d'art proposent souvent une offre sans pareil de cours publics, sont dans certains territoires les seules structures de production et de diffusion de la création artistique contemporaine, et constituent partout un formidable outil de formation, d'émancipation et de démocratisation artistique et culturelle.

Nous savons cependant que la volonté politique locale est déterminante pour que leur potentiel soit pleinement activé. La situation actuelle de la Haute école d'art de Perpignan (HEART), menacée de fermeture par l'équipe municipale, en est le plus cinglant contre-exemple.

À Perpignan comme ailleurs, nous savons que le contexte économique est très contraint et en avons pris acte.

Nous ne pouvons en revanche admettre qu'un tel contexte produise non de la solidarité, mais un regain de populisme, un repli sur l'offre facile du divertissement, une instrumentalisation grandissante de la culture assortie partout du vocabulaire de la « créativité » et de l'« innovation ».

Nous ne pouvons prendre acte de la politique du petit gain et du divertissement, qui renonce à la vision, à l'éducation et à l'émancipation.

Nous ne pouvons nous satisfaire de la rhétorique de la créativité et de l'innovation, quand celle-ci masque le renoncement à la création et à l'invention.

Face au raisonnement à courte vue qui conduit à la situation de la Haute école d'art de Perpignan :

Nous affirmons la force et la nécessité d'un réseau national apte à mailler l'ensemble du territoire et à garantir un enseignement supérieur artistique de proximité jusque dans les régions les plus délaissées.

Nous rappelons que les petites écoles occupent souvent des niches et sont dans ce cas parfaitement fécondes et légitimes. Que tous les territoires sont dignes d'être éclairés et gagnent à être fertilisés par les valeurs et les pratiques de l'art et de la création. Et que les difficultés financières ne sauraient conduire à faire table rase de décennies d'implantation et de fertilisation sans que les partenaires aient envisagé toutes les solutions possibles, conformément à ce que doit être un EPCC – établissement public de *coopération* culturelle.

Nous alertons l'opinion et toutes les instances compétentes sur les méthodes de liquidation utilisées dans le cas particulier de la HEART, où la municipalité a fait fi de l'autonomie de l'EPCC et des prérogatives du conseil d'administration, et agi sans concertation avec la direction, l'équipe enseignante et la population étudiante, qui travaillent depuis des années avec des moyens congrus, tentant de relever des défis ambitieux sur un territoire difficile.

Nous appelons à une collaboration de tous les partenaires – ministère de la Culture, collectivités territoriales, écoles supérieures d'art implantées sur le territoire de la HEART – afin que des solutions et perspectives de développement soient inventées.

Qu'il s'agisse de l'école de Perpignan ou plus largement du réseau national des 46 écoles d'art publiques, la pérennité de notre modèle dépend de reconfigurations à construire, que celles-ci prennent la forme de fédérations en réseaux, de regroupements ou de mutualisations plus circonscrites, ou qu'elles se traduisent par l'invention d'un nouveau modèle économique – sans céder sur les valeurs qui sont les nôtres : l'enseignement de la création par la création dans une optique généraliste, et l'accès à tous à nos formations sans discrimination de quelque ordre que ce soit.

On nous aura compris : ce n'est pas de créativité et d'innovation dont nous avons ici besoin, mais de création et d'invention.

Paris, le 11 décembre 2014